



# ALGÉRIE

# LE CRÉPUSCULE DES GÉNÉRAUX

Ils ont été au cœur du pouvoir depuis l'indépendance. **Ma**

PAR FARID ALILAT, ENVOYÉ SPÉCIAL À ALGER

**D**écembre 1993, l'Algérie vit des heures sombres. La guerre civile fait des dizaines de victimes au quotidien. L'économie périclité, les caisses de l'État sont vides et le pays subit un boycottage international pour cause de terrorisme et d'insécurité. À ce triste tableau, il faut ajouter que la fin du mandat du HCE (Haut Comité d'État, mis en place au lendemain de la démission du président Chadli, en janvier 1992) précipite l'Algérie dans une grave crise politique. Le mandat de ce comité de sages n'étant pas renouvelable, il faut donc trouver une nouvelle direction. Depuis l'indépendance, en 1962, c'est l'armée qui fait et défait les présidents. C'est elle qui a amené Ahmed Ben Bella, en 1962,

avant de le déposer par un coup d'État, en juin 1965. C'est elle qui a désigné le colonel Chadli, à la mort du président Boumediène en 1979, avant de le mettre à la porte. C'est encore elle qui fait appel à Boudiaf pour assurer la présidence, avant qu'il soit assassiné. Une fois de plus, c'est cette institution qui doit désigner, en cette fin d'année 1993, un homme pour diriger l'Algérie. Si les militaires n'ont pas encore trouvé la bonne personne, ils ont déjà une idée du profil idéal. Il faut un homme à poigne, capable d'arrêter la spirale de violence, un civil qui pourrait redorer le blason du pays, le mener vers le progrès, la stabilité et la modernité. C'est ainsi que le nom d'Abdelaziz Bouteflika commence à circuler dans les salons



**Mais, aujourd'hui, le maître du jeu, c'est le chef de l'État.**

Le puissant quartet de militaires, qui a porté Abdelaziz Bouteflika au pouvoir en 1999, est affaibli.

Il ne devrait pas peser sur la présidentielle d'avril prochain.



## Mohamed Lamari, 70 ans

Chef d'état-major de l'armée, il a conduit la lutte antiterroriste durant les années 1990. Opposé à un deuxième mandat de Bouteflika, il a démissionné de son poste, en août 2004. Rangé de la politique, il était présent à la cérémonie de candidature de Bouteflika qui s'est tenue jeudi 12 février dernier à la Coupole du 5-Juillet, à Alger.

d'Alger. En 1992, déjà, les militaires lui ont proposé d'intégrer le HCE, mais il a rejeté l'offre. Accepterait-il, cette fois-ci ? Retiré de la scène politique depuis 1981, installé entre la Suisse, la France et les émirats du Golfe, il ferait bien l'affaire. Ancien officier de l'ALN (Armée de libération nationale), il a participé à la guerre d'Algérie. Ex-ministre des Affaires étrangères, membre éminent du FLN (Front de libération nationale), on dit que c'est un bosseur, qu'il jouit d'une aura internationale et qu'il s'est tenu loin de cette terrible et sale guerre qui oppose militaires et terroristes, réconciliateurs et éradicateurs, modernistes et conservateurs. Bref, c'est l'homme de la situation...

Approché, Bouteflika accepte, mais souhaite rencontrer les principaux dirigeants de l'armée. Le premier conclave se déroule au mois de décembre, à Dar El Afia, dans un restaurant où les hauts gradés ont leurs habitudes. L'entrevue est cordiale, mais la méfiance est de mise. Bouteflika garde une certaine rancune à l'égard de ces gradés qui lui ont barré la route de la présidence en 1979, tandis qu'eux doutent de cet homme cultivé, indépendant

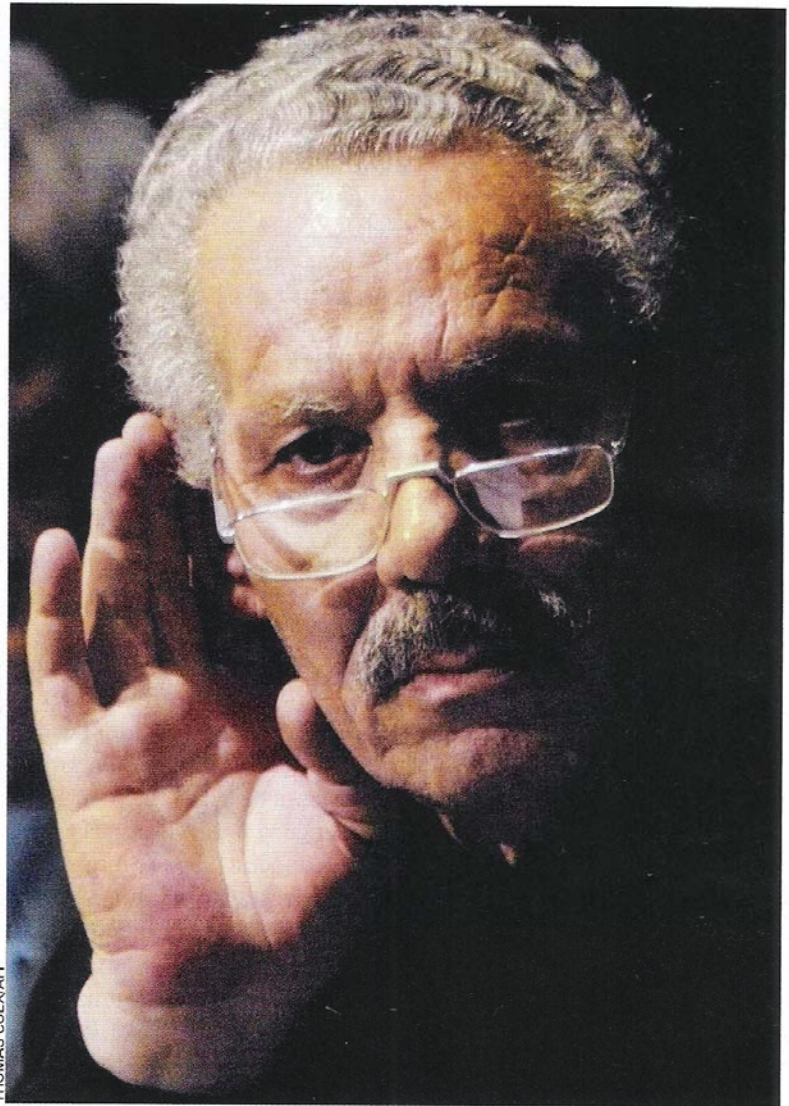
et indocile. L'armée est disposée à l'introniser à la tête de l'État, mais il doit au préalable accepter d'être officiellement plébiscité à l'issue de la conférence du Dialogue national, qui se tiendra les 25 et 26 janvier 1994, au Club des Pins. Sur ses gardes, Bouteflika s'engage tout de même à étudier la proposition. Pendant plusieurs jours, il consulte, s'informe et demande conseil, si bien que, moins de trois semaines avant la tenue de cette fameuse conférence, il reprend langue avec les généraux pour poser de nouvelles conditions.

Il veut rencontrer le responsable de l'état-major de l'armée, les commandants des forces armées, ainsi que les chefs de régions militaires. Devant un parterre d'une centaine d'officiers supérieurs, il expose sa vision du pouvoir. L'homme nourrit de grandes ambitions pour le pays, souhaite parvenir à une « réconciliation nationale » avec tous les courants politiques, y compris avec la mouvance islamiste, et ne veut, pour rien au monde, partager le pouvoir avec un adjoint ou un vice-président. Ce conclave achève-t-il d'aplanir les divergences et de

## 1994. Enfant du système, Bouteflika exige d'être clairement adoubé par les militaires. Échec...

dissiper les malentendus entre lui et les décideurs ? Rien n'est moins sûr, car il reste un détail à régler, et pas des moindres. Les généraux insistent encore pour qu'il soit adoubé par la conférence du Dialogue national, pour éviter que le régime ne perde la face devant l'opinion nationale et internationale. Lui, exige d'être nommé directement par le HCS (Haut Conseil de sécurité). « Une chose est sûre. Je ne veux pas être nommé par un Abdelhak Benhamouda (le secrétaire général du puissant syndicat UGTA) ou par une conférence de cadres. Je veux détenir mon pouvoir des militaires », confie-t-il le 22 janvier à Chérif Belkacem, ancien ministre sous Boumediène. Enfant du système, il sait qu'en Algérie, les véritables dépositaires du pouvoir sont les militaires. Devant les réticences de l'ancien diplomate, un compromis est tenté : Bouteflika sera désigné par le HCS, mais il devra quand même faire acte de présence, ne serait-ce pour quelques minutes, devant les confrenciers au Club des Pins. Bouteflika campe sur ses positions...

**M**ardi 25 janvier 1994, minuit passé. Liamine Zéroual et Chérif Belkacem se rendent au domicile de Bouteflika. Leur mission ? Lui demander une dernière fois s'il accepte ou non l'offre des généraux. Courtois et cordial, l'entretien s'avère une pure formalité. Bouteflika a pris sa décision : « Je ne fais plus de politique. Je ne veux plus faire de politique. Je jure par Dieu que je n'accepterai pas... », répète-t-il. Pendant dix minutes, Zéroual tente de lui faire changer d'avis. Peine perdue. Les deux émissaires quittent son domicile, pour aller dans une villa où les attendent trois hauts responsables de l'armée : Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense et membre du HCE, Mohamed Mediène, dit Tewfik, patron de la DRS (Direction de la recherche et de la sécurité), ainsi que Mohamed Lamari, chef de l'état-major de l'armée. Lorsque Zéroual annonce la nouvelle, les trois généraux tombent des nues. Atterrés, ils doivent trouver un autre candidat dans l'urgence. Le 26 janvier, le nom du futur chef d'État doit être officiellement proclamé. Que faire ? Insister une dernière fois auprès de Bouteflika ? Abandonner cette piste et désigner un autre responsable au pied levé ? Différer la désignation, au risque



THOMAS COEY/AFP

de provoquer une nouvelle crise politique ? On demande à Bouteflika de venir s'expliquer devant les trois généraux. Quatre heures du matin, dans une villa de la capitale. Les trois hommes tentent de le convaincre de se rendre au Club des Pins. Il exige toujours d'être désigné par l'armée. Les généraux arguent que sa présence au Club des Pins ne sera qu'une formalité. Il dit *niet*. Fin du conciliabule. Lâchés par Bouteflika, les généraux se tournent vers un des leurs, Liamine Zéroual. Devant Tewfik, Lamari, le général Touati, Abbès Ghéziel, patron de la Gendarmerie nationale, Nezzar lance à Zéroual : « Tu dois assumer tes responsabilités. » La mort dans l'âme, les larmes aux yeux, Zéroual accepte d'être président. Vendredi 28 janvier, Bouteflika s'envole vers la Suisse. Pendant quatre ans, il vivra entre Paris, Genève et Abou Dhabi, où il occupe le poste de conseiller auprès de Cheikh Zayed Ben Soltane Al Nahyane, président des Émirats arabes unis. Bien qu'il s'en tienne à l'écart, il est constamment à l'écoute de son pays et y séjournera même à plusieurs reprises. Il attend son heure...

Printemps 1998. Le président Zéroual se lasse

### **Khaled Nezzar, 72 ans**

Ancien ministre de la Défense, ce général a joué un rôle déterminant lors de la démission du président Chadli, en janvier 1992. Partisan du retour de Bouteflika en 1994, il s'est opposé à son élection en 1999, avant de se rétracter. Auteur d'un pamphlet contre le chef de l'État en 2003, il est aujourd'hui retiré des affaires.

## Mohamed Mediène, dit Tewfik, 70 ans

On dit qu'il est le deuxième personnage le plus puissant d'Algérie. Discret, secret, ce père de quatre enfants inspire un mélange de crainte et de révérence. Il a interdiction de le prendre en photo, et ceux qui le côtoient, ou l'ont côtoyé, refusent de parler de lui. Du quarteron des généraux qui ont influé sur la destinée du pays depuis 1992, seul Tewfik a encore une activité officielle.

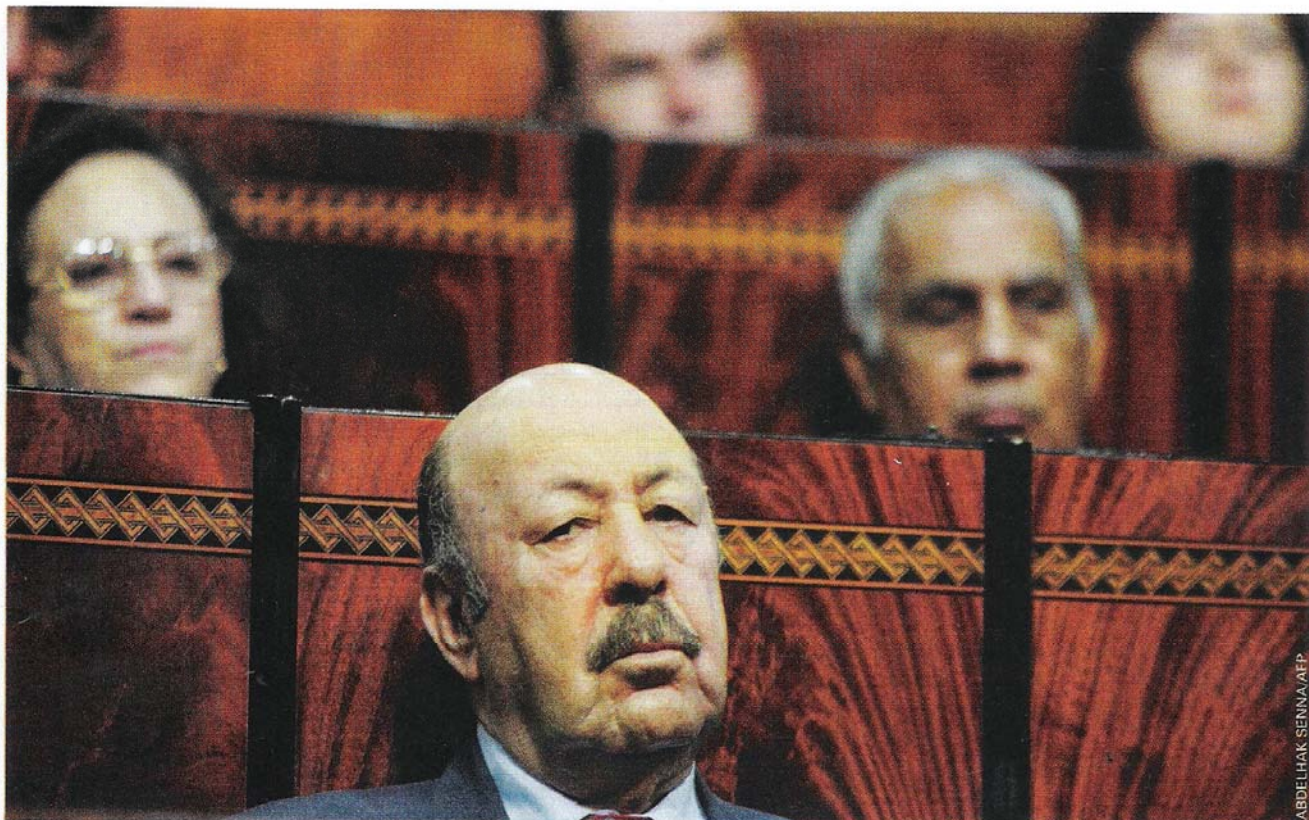
du pouvoir. Moins de trois ans après son élection (en novembre 1995), l'homme veut rendre son tablier. Son envie de partir est d'autant plus pressante que de profondes divergences l'opposent au haut commandement de l'armée. Le premier désire en finir avec le terrorisme en accentuant la lutte contre la subversion, le second souhaite conclure un compromis avec les dirigeants des groupes terroristes. En octobre 1997, une branche des services de renseignement a déjà conclu une trêve avec la direction de l'AIS (Armée islamique du salut), le bras armé du FIS (Front islamique du salut). Il ne reste qu'à lui conférer une couverture politique. Sauf que Zéroual ne veut plus faire de concessions aux groupes armés. Dès son retour du sommet de l'OUA (Ouagadougou, juin 1998), il informe donc les généraux Tewfik et Lamari qu'il s'appête à annoncer officiellement sa démission. Panique à bord. Les deux hommes tentent de le faire raisonner par ses proches et certains ministres. « Ma décision est irrévocable », martèle Zéroual. Devant son refus obstiné, les deux généraux réclament un délai de quelques semaines, le temps de trouver un successeur. C'est alors qu'entre en scène Larbi Belkheir. Directeur de cabinet de la présidence sous Chadli Bendjedid, dans les années 1980, ex-ministre de l'Intérieur, homme de réseaux en Europe et dans le Moyen-Orient, Belkheir est considéré comme le parrain du système. On l'appelle le Cardinal. Lorsque celui-ci a vent du départ imminent de Zéroual, il prend contact avec Bouteflika. Les deux

hommes se connaissent depuis longtemps. On dit même qu'ils se voient souvent en France, en Suisse ou aux Émirats.

Dans le courant du mois de juillet 1998, Belkheir rencontre Bouteflika à l'hôtel des Bergues, à Genève. Est également présent à cette rencontre Abdelkader Koudjeti, richissime homme d'affaires algérien, ami et bienfaiteur de Bouteflika. Au menu des discussions ? La succession de Zéroual. Bouteflika serait-il disposé à prendre sa place ? Il ne dit ni oui, ni non. Il demande à voir. C'est ainsi que Larbi Belkheir se propose de vendre aux généraux la candidature de Bouteflika. Comment ? Retour à Alger. Belkheir lance une première sonde auprès d'Abbès Ghéziel. Les arguments pour promouvoir son poulain ? Il n'est pas un acteur de la guerre civile, il a été chef de la diplomatie du temps de la splendeur de l'Algérie... C'est un beau parleur, un charmeur, un fin connaisseur de la politique internationale, un réconciliateur, et il offre un précieux avantage : c'est un civil. Ce qui arrange les militaires, soucieux de ne pas désigner une fois de plus un galonné à la tête de l'État.

Peu de temps après cette première approche, quatre hauts responsables de l'armée, Tewfik, Smaïn Lamari, n° 2 de la DRS, Mohamed Lamari, ainsi que le général Mohamed Touati, celui que l'on tient comme l'« éminence » de la « grande muette », se retrouvent pour débattre de cette proposition. S'ils ne voient pas d'inconvénients à permettre à Bouteflika de succéder à Zéroual, ils n'estiment pas moins qu'un temps de réflexion est nécessaire avant de trancher la question. D'abord, il faut sonder l'opinion des autres responsables de l'institution, celle de Khaled Nezzar, en particulier. Ne figurait-il parmi le quarteron de généraux qui avait offert à Bouteflika la présidence en 1994 ? Sanguin, vif, le bouillonnant général est réputé pour ne pas avoir la langue dans sa poche. Lorsque Nezzar entend le nom de Bouteflika, il bondit de son siège. « Vous êtes fous ! s'exclame-t-il. C'est un peu-reux. Il va encore vous claquer entre les doigts ! » Et Nezzar refuse de suivre ses pairs... Début septembre 1998. Mohamed Mediène et Abdelaziz Bouteflika se retrouvent dans une villa qui tient lieu de siège pour la fondation Mohamed-Boudiaf. L'entrevue dure sept heures. Les deux hommes évoquent le passé et l'avenir, avant de parvenir à un accord. Que se sont-ils dit ? On ne le saura sans doute jamais dans le détail. En revanche, une chose est certaine : Bouteflika sera adoubé par l'armée, tout en étant présenté comme un indépendant dont la candidature bénéficiera d'un large consensus national. De son côté, le futur président mettra en place une politique de réconciliation nationale, pour tourner la page d'une décennie de sang. Une amnistie pour





## Larbi Belkheir, 71 ans

Homme puissant du régime, il a vendu la candidature de Bouteflika auprès de généraux, en 1999. Ancien directeur du cabinet de la présidence, Belkheir a été écarté de son poste pour être nommé, en 2005, ambassadeur d'Algérie au Maroc. Souffrant, il reçoit aujourd'hui des soins en Algérie et en France.

les groupes terroristes et les membres de services de sécurité coupables de crimes ou de disparitions serait la bienvenue. Bouteflika aurait alors prononcé cette phrase, à l'adresse des militaires. « Je vous signe un chèque en blanc... » Au sortir de cette réunion, Tewfik confiera au patron d'une grande compagnie nationale : « Pourquoi n'a-t-on pas connu Bouteflika avant ? Si ça avait été le cas, nous ne serions pas dans cette situation... » Le choix de l'armée étant validé, Liamine Zéroual annonce sa démission le 11 septembre ainsi que la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Commence alors un long travail, en coulisse, de tractations et de négociations.

**D**ans son appartement d'El Biar ou au siège de la fondation Boudiaf, Bouteflika consulte, reçoit des appuis, élargit ses réseaux et constitue son équipe de campagne. Les stratèges de l'armée se chargent, de leur côté, de convaincre partis politiques, organisations de masses, famille révolutionnaire et personnalités de la société civile de soutenir sa candidature. Lorsque Nezzar apprend le choix de ses amis généraux, il manifeste son désaccord, via un communiqué de presse dans lequel il qualifie Bouteflika de « vieux canasson » et « d'homme sans poigne ». Raisonné par Tewfik, Belkheir et Ghéziel, Nezzar se ravise en affirmant qu'il est « celui qui a les meilleurs atouts pour sortir le pays de la crise ». Reste à convaincre le FLN, plutôt réticent à faire

1999. Le candidat exige un score sans équivoque. À 62 ans, il devient président.

allégeance à Bouteflika. Reçu à maintes reprises par Tewfik, Boualem Benhamouda, le secrétaire général du FLN, finira par donner, en décembre 1999, son onction au candidat du consensus. Lorsqu'on lui demande les raisons de ce choix, il répond par une phrase lourde de sens. « On m'a appelé d'en haut. On m'a dit : c'est Bouteflika. » Qui, en haut ? Tewfik, bien sûr...

Annoncée ouverte, honnête et transparente, la course à la présidentielle de 1999 s'avère tronquée. Présenté comme un candidat libre et indépendant, Bouteflika bénéficie du soutien de l'administration et des moyens de l'État, tant et si bien que ses sept challengers décident de se retirer d'un bloc, la veille du vote. Seul en lice, il refuse d'abdiquer. Mieux, il veut être élu à une très forte majorité. Dans la matinée du jeudi 14 avril, il annonce publiquement la couleur. « Je n'assumerai de charge suprême de l'État que dans le cadre d'une participation franche et massive du peuple algérien, et seulement dans le cas où je me sens cautionné par une majorité réelle, tonne-t-il. Sinon, je rentre chez moi ! » Dans l'après-midi même, alors qu'il se trouve au siège de

la fondation Boudiaf, dans l'attente des résultats, il menace de claquer la porte s'il n'obtient pas un score supérieur à celui accordé à Zérroual lors de l'élection de novembre 1995. Caprice de diva ou vraie menace, toujours est-il que son avertissement est pris au sérieux en haut lieu. Appelé en urgence au siège de la fondation, le général Mediene tente de le raisonner. Les rares personnes qui ont assisté à cette rencontre affirment que l'échange entre les deux hommes était violent, mais le patron de la DRS finira pas accéder à la demande. Bouteflika est élu dès le premier tour, avec 74 % des suffrages. À 62 ans, il devient président de la République.

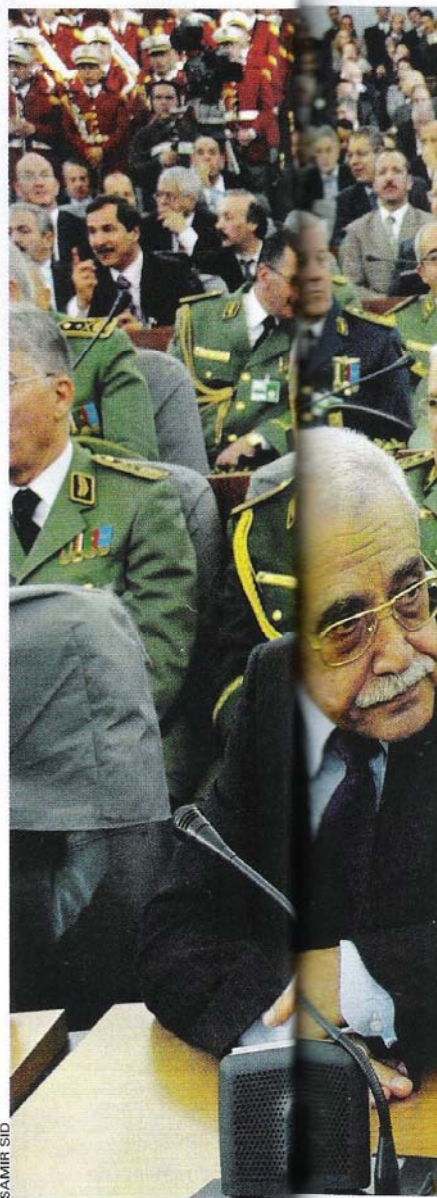
**A**u cours de son premier mandat, Bouteflika mène son programme au pas de charge. Il libère des milliers de terroristes, et en gracie autant, dans le cadre de sa politique de réconciliation nationale. Il lance un vaste programme de réformes politiques, économiques et sociales, et s'emploie à voyager aux quatre coins du monde pour y restaurer l'image de l'Algérie. Avec lui, le pays émerge lentement d'une longue décennie de chaos. Ses rapports avec l'armée ? Ils évolueront en dents de scie. Officiellement, l'entente est parfaite, sinon cordiale. En réalité, les rapports restent empreints de méfiance, de suspicion, de défiance. S'il loue le rôle de l'armée dans la lutte contre le terrorisme et la préservation de l'unité nationale, Bouteflika n'hésite pas à envoyer quelques « missiles » en sa direction. Par exemple, il considère l'arrêt du processus électoral imposé par l'armée suite à la victoire du FIS lors des législatives en 1991, comme « une première violence ». Dans le même temps, il appelle Hassan Hattab, émir du GIA et fondateur du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), « Monsieur Hattab », ce qui n'est pas du goût de Mohamed Lamari. Sur un autre registre, Bouteflika se plaint de ne pas exercer pleinement ses prérogatives – « Je refuse d'être un trois quarts de président », a-t-il coutume de dire – et accuse l'armée de lui avoir imposé des lignes rouges. Dans l'antichambre de ce système opaque, certains dirigeants de l'armée ne se gênent pas pour critiquer le président, son action, son programme, ses réformes et sa propension à s'emparer de tous les leviers de pouvoir. En surface, Bouteflika et ses généraux sont sur la même longueur d'onde. En réalité, la cohésion de l'armée est fissurée. L'élection d'avril 2004 en sera l'illustration. D'un côté, Tewfik et Belkheir (devenu chef de cabinet de Bouteflika), partisans de la stabilité et donc de la reconduction de Bouteflika pour un second mandat. De l'autre, Lamari et Nezzar, détracteurs du chef de l'État et farouches opposants à sa réélection.

Automne 2003. La campagne bat son plein. Deux candidats se font face : Bouteflika et son

ancien ministre, Ali Benflis. Le premier veut rempiler, le second veut le déloger de son fauteuil à El Mouradia. Belkheir et Tewfik œuvrent en coulisse pour le maintien du chef de l'État, Nezzar et Lamari font le contraire. En octobre 2003, Nezzar publie un brûlot d'une rare violence contre Bouteflika. Quant à Lamari, même s'il n'a pas suscité la candidature de Benflis, il l'encourage néanmoins. Son opposition à Bouteflika est de notoriété publique. D'aucuns l'ont entendu dire : « Si Bouteflika passe, je me raserai la moustache » ou « Si Bouteflika passe, je quitte mon poste. »

La bataille électorale, âpre, sale, sans concessions, entre les deux candidats finit par poser ouvertement le rôle de l'armée. Est-elle disposée à jouer l'arbitre pour garantir une élection loyale et honnête ? « Ce n'est pas à l'ANP [Armée nationale populaire, ndlr] de faire les présidents, avait affirmé le chef d'état-major, Mohamed Lamari, dans une interview à l'hebdomadaire *Le Point* (janvier 2003). L'année prochaine, l'institution militaire reconnaîtra le président élu, même s'il est issu du courant islamiste. » À maintes reprises, l'homme fort de l'armée martèle que celle-ci ne soutiendra aucun candidat. Coups de bluff ? Ceux qui ont rencontré Lamari à l'époque affirment que l'homme était sincère. À l'automne 2003, un tête-à-tête est organisé entre le général Lamari et Ali Benflis. Prié par ce dernier de préciser la position de la « grande muette », Lamari affirme en substance : « Je peux vous assurer que l'armée sera neutre. » Il tient le même discours à Saïd Sadi, président du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), lui aussi candidat, lors d'un entretien au siège du ministère de la Défense.

**M**ais, au fur et à mesure que le scrutin approche, des rumeurs, des informations, des bruits, se font de plus en plus persistants sur l'impartialité de l'administration. Au profit de Bouteflika. L'élection s'est-elle jouée au profit du président sortant ? Ali Benflis en est convaincu. Une semaine avant le jour J, il confie son sentiment à plusieurs de ses proches collaborateurs. « Les dés sont pipés, dit-il. Il n'y aura pas de second tour. Pourtant, je refuse de me retirer. Je suis investi par les militants et j'irai jusqu'au bout. » Jeudi 14 avril. Alors que tout le monde croit qu'un deuxième tour est inévitable, la surprise est de taille. En début de soirée, la victoire de Bouteflika se profile. Les *walis* (préfets) ont-ils reçu consigne pour bourrer les urnes ? La DRS de Tewfik a-t-elle roulé au profit du président ? Benflis et Saïd Sadi en sont persuadés. Le ministère de l'Intérieur, admettent-ils, a donné instruction pour faire gagner le candidat sortant. Quant à Tewfik, estiment-ils, s'il n'a pas encouragé la fraude, il n'en



SAMIR SID

Pour la première fois, depuis l'indépendance, le pouvoir est au palais de la Mouradia.



a pas moins fermé les yeux. Dans la soirée, vers 19 heures, Ali Benflis s'entretient avec Mohamed Lamari pendant 45 minutes, au ministère de la Défense. Le chef d'état-major est furieux. Bouteflika est élu au premier tour, à une écrasante majorité (84 %). C'est la neutralité de l'armée qui vole en éclats. Dépit, abattu, il évoque encore une fois l'engagement qu'il a pris : sa démission, en cas de victoire de Bouteflika. Au mois d'août 2004, il quitte son poste de chef d'état-major de l'armée.

Quid du scrutin d'avril 2009 ? Pour la première fois de l'histoire de l'Algérie indépendante, l'armée ne devrait jouer aucun rôle dans l'élection du chef de l'État. C'est que, dix ans après son arrivée au pouvoir, Bouteflika est devenu le maître du jeu. Il a modifié la Constitution en novembre 2008 pour faire sauter le verrou qui l'empêchait de postuler à un troisième mandat. Il a placé à la tête de l'état-major un fidèle parmi les fidèles, Gaïd Salah. Il a promu de jeunes généraux, qui ne sont pas issus

de la génération qui a fait la guerre d'Algérie. Il a installé de nouveaux chefs de régions militaires. Son ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, ancien n° 2 de la sécurité militaire, est devenu l'un des hommes les plus puissants du régime. Que reste-t-il du quarteron qui a fait la pluie et le beau temps ? Tous septuagénaires, ils ont connu des fortunes diverses. Revenu de sa déception, Mohamed Lamari est aujourd'hui aux côtés de Bouteflika. Khaled Nezzar est retiré de la politique, et refuse de rencontrer les journalistes. Après avoir été chassé de la présidence par Bouteflika, en 2005, Larbi Belkheir a été nommé ambassadeur d'Algérie au Maroc. Aujourd'hui, il souffre d'une grave maladie. Le seul qui reste encore en service est Tewfik. Ses rapports avec Bouteflika ? Excellents, de l'avis de nombreux témoins. S'il est exclu de penser que l'armée n'est plus en mesure de peser sur le cours des événements, il faut admettre que l'on assiste à la fin d'une époque. Au chant du cygne des généraux. □

**Palais des Nations, décembre 2006. Au premier rang : Abdelmalek Guenaïzia (à g.), ministre délégué chargé de la Défense nationale, et Gaïd Salah, le chef d'état-major, un fidèle du chef de l'État.**